

## Université

### Anglais autorisé, français encouragé

Les députés ont adopté, le 23 mai, l'article 2 du projet de loi sur l'enseignement supérieur, qui autorise des exceptions à l'enseignement en langue française « lorsqu'elles sont justifiées par des nécessités pédagogiques », tels des cours destinés à des étudiants non-francophones. En contrepoint, l'Assemblée a entériné des amendements prévoyant l'apprentissage de la langue française pour ces étudiants.

## Éducation

### Appel à la réforme

Dans un rapport intitulé *Gérer les enseignants autrement*, la Cour des comptes dénonce les « multiples dysfonctionnements » de l'Éducation nationale. Elle appelle à une profonde réforme du système éducatif, avec une décentralisation de sa gestion. En assouplissant règles et statuts, il serait possible de diminuer le nombre d'enseignants, de mieux les rémunérer et d'assurer un meilleur service éducatif.

## Justice

### Lagarde se défend

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), est ressortie de son audition devant la Cour de justice de la République (CJR) avec le statut de témoin assisté. Elle s'est expliquée sur l'arbitrage qu'elle avait autorisé en 2007, en tant que ministre des Finances, entre le Crédit lyonnais et Bernard Tapie, qui avait alors reçu de l'État 403 millions d'euros.

## Il mérite d'être connu

### Friedrich Bokern

## se bat pour la paix en Syrie

« **N**OUS TOUS, qui formons la société civile d'Europe, devons nous engager d'urgence pour la réconciliation en Syrie », martèle Friedrich Bokern. Cet Allemand de 35 ans, ancien attaché parlementaire européen, a été traumatisé dans sa jeunesse par la guerre de Bosnie. Et par le laisser-faire de l'Organisation des Nations unies et des instances européennes. Voir, aujourd'hui, la Syrie s'enfoncer dans une guerre civile, dans l'indifférence générale, met en colère ce catholique pacifiste, qui a passé, en 2008, un an à Damas. Alors, en janvier dernier, avec des amis, Friedrich Bokern fonde une ONG internationale, R&R, pour Relief and Reconciliation for Syria (aide et réconciliation pour la Syrie). Le but : convaincre les responsables des dif-

férentes confessions religieuses de renouer le dialogue, en Syrie. Pour y arriver, R&R ouvrira, le 1<sup>er</sup> juillet, un centre dans le nord du Liban, à Halba où se sont réfugiés de nombreux Syriens. « Les jeunes Syriens et Libanais, toutes confessions mêlées, partageront des activités sportives, des camps de vacances, peut-être des prières... » explique-t-il. Cela, grâce à un comité de pilotage qui rassemblera imams, prêtres et associatifs locaux. Leur action commune servira de « laboratoire » dans cette région où les tensions communautaires montent aussi. L'idée étant d'étendre l'expérience à la Syrie. « Il ne s'agit pas seulement d'aider un pays, conclut-il, mais d'empêcher un conflit dont les répercussions seraient terribles chez nous aussi. » ●

SOPHIE LAURANT

→ [www.reliefandreconciliation.org](http://www.reliefandreconciliation.org)

## Terrorisme

### Des soldats visés à Paris et Londres

**D**ES MILITAIRES ont été pris pour cible, à quelques jours d'intervalle, au Royaume-Uni et en France. Le 22 mai, deux hommes ont tué un soldat britannique en pleine rue, à Londres, avant d'être arrêtés par la police. L'un des agresseurs a affirmé qu'il entendait venger « les musulmans tués

tous les jours par des soldats britanniques ». Les deux hommes étaient fichés depuis plusieurs années par les services secrets britanniques comme proches de groupes islamistes africains. Trois jours plus tard, sans qu'on sache pour l'instant s'il s'agit ou non d'un imitateur, un inconnu a blessé au cou un militaire français patrouillant dans un centre commercial de la Défense (Hauts-de-Seine). La police n'excluait pas une agression par un déséquilibré. Début mai, un homme se disant « guidé par des voix » avait attaqué un gendarme en criant « Allah », dans une caserne de l'Isère. ●

FRÉDÉRIC NIEL

À Londres, hommage à Drummer Lee Rigby, le soldat assassiné en pleine rue.



Friedrich Bokern, à dr., avec M<sup>gr</sup> Basile Mansour, métropolitain de Halba (Liban), en avril 2013.



JUSTIN TALLIS/AFP